

Review

Reviewed Work(s): Islamophobie, comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman ». (Cahiers libres) by Abdellali Hajjat and Marwan Mohammed

Review by: Mohamed Madoui

Source: *Revue française de sociologie*, OCTOBRE / DÉCEMBRE 2015, Vol. 56, No. 4 (OCTOBRE / DÉCEMBRE 2015), pp. 804-807

Published by: Sciences Po University Press on behalf of the Association Revue Française de Sociologie

Stable URL: <https://www.jstor.org/stable/24886716>

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at <https://about.jstor.org/terms>



and Sciences Po University Press are collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Revue française de sociologie*

JSTOR

celle d'historiciser les arrangements de genre et de dépasser ainsi ce que peut avoir de figé et de déterministe la notion de domination masculine. L'enjeu est de passer d'une définition objective de la domination (« qui s'imposerait en dépit de la conscience ou de la volonté de tous » (p. 100), à « une définition subjective (comme un « problème » pour les individus et pour les collectifs » (p. 156). Il reste qu'invoquer (à bon droit) les logiques d'action n'enlève pas tout intérêt à la notion de domination et n'autorise pas à poser que l'égalité garantie dans les textes serait dès à présent devenue réalité. Toujours est-il que l'essai d'É. Macé renouvelle avec vigueur ce débat.

Marie Duru-Bellat

*OSC – Sciences Po-CNRS
IREDU – Université de Bourgogne*

Hajjat (Abdellali), Mohammed (Marwan), *Islamophobie, comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman ».*

Paris, La Découverte (Cahiers libres), 2013, 302 p., 21 €.

Contrairement au monde académique anglophone où les travaux pluridisciplinaires se sont multipliés sur le concept d'islamophobie, en France cette question n'a pas fait l'objet d'études et de recherches de la part des sociologues et des historiens. Le livre d'A. Hajjat et M. Mohammed vient combler cette lacune des sciences sociales françaises, plus centrées sur les pratiques religieuses et l'intégration des descendants de migrants dans la société française.

En mobilisant différentes théories et en s'appuyant sur un important matériau empirique composé essentiellement de statistiques et de données disponibles (provenant du collectif contre l'islamophobie en France [CCIF], des ministères de l'Intérieur, de la Justice, de l'enquête TEO de l'INED,

d'enquêtes d'opinions, etc.), les auteurs proposent quelques pistes de réflexion pour appréhender l'islamophobie comme un « fait social total », impliquant à la fois la société et ses institutions politiques, administratives, juridiques, économiques, médiatiques et intellectuelles. Ils voudraient par là limiter les risques d'instrumentalisation de la notion d'islamophobie, qui fait face à une véritable campagne de disqualification dans l'espace public, ne laissant guère de place à des débats constructifs. Tout l'enjeu consiste donc, pour les auteurs, à proposer une définition opératoire de l'islamophobie qui corresponde « au processus social complexe de racialisation/altérisation appuyée sur le signe de l'appartenance (réelle ou supposée) à la religion musulmane » (p. 20). Au-delà de la construction, par les élites françaises, du « problème musulman », cette définition a l'avantage d'articuler les notions d'idéologies, de préjugés et d'illégitimité. L'ouvrage est bien documenté et structuré autour de cinq parties qui lui donnent une architecture solide et équilibrée.

La première porte sur les réalités de l'islamophobie qui constitue pour les individus qui la subissent une véritable épreuve sociale qui « se nourrit des différents ressorts de l'altérisation et de l'infériorisation d'autrui » (p. 25). En se fondant sur l'expérience vécue par les musulmans et sur les données statistiques fournies essentiellement par le CCIF, A. Hajjat et M. Mohammed font état des actes islamophobes qui se multiplient et sont dirigés aussi bien contre les individus (insultes, agressions verbales, crachats, humiliations, etc.) que contre les institutions musulmanes (incendies, profanations, dégradations, etc.). En l'absence d'instruments de mesure de l'islamophobie, il est difficile, selon les auteurs, d'évaluer avec précision la manière dont les actes islamophobes affectent la santé physique et mentale des individus de confession musulmane. L'essentiel des données statistiques relatives au rejet de l'islam et des musulmans provient des enquêtes nationales et

internationales sur les opinions et le rapport aux valeurs : des données inspirées de la psychologie sociale et dont les auteurs déplorent le manque de rigueur quant à « la distinction et la déconstruction des catégories rattachées aux origines, à la nationalité et à la religion » (p. 40). D'autres critiques (formulées par des chercheurs et des associations militantes) pointent l'extrême dépendance des enquêtes d'opinion, telle celle de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), aux intérêts politiques des commanditaires. Quoi qu'il en soit, l'islamophobie expose les personnes de confession musulmane au rejet social et aux discriminations multiples (dans l'accès à l'emploi, au logement, à la santé, aux loisirs, etc.) et participe ainsi de la construction de « la condition musulmane ».

La deuxième partie est consacrée à un détour historique sur le concept d'islamophobie, de ses usages et des débats théoriques que suscite sa définition. Contrairement à certaines idées reçues faisant référence au débat sur le port du voile, le concept d'islamophobie a été utilisé pour la première fois au début du *xx*^e siècle par des administrateurs ethnologues spécialisés dans l'étude de l'islam ouest-africain. L'islamophobie est définie par Alain Quellien (dans une thèse de droit soutenue en 1910) comme « un préjugé contre l'islam » ; « l'islamophobie – il y a toujours eu, et il y a encore, un préjugé contre l'islam répandu chez les peuples de civilisation occidentale et chrétienne » (p. 74). Jusqu'à la fin des années 1970, les usages de ce concept étaient réservés au monde académique et intellectuel dans leur critique de l'orientalisme. Ce n'est qu'à partir des années 1980 que le concept désignera non plus les musulmans colonisés mais les travailleurs immigrés et leurs descendants sur le territoire européen. Critiqué et contesté par les chercheurs, le terme islamophobie finit par s'imposer dans le vocabulaire des sciences sociales. Il est appréhendé tantôt comme un phénomène essentiellement idéologique, tantôt

comme un processus « d'altérisation/racialisation » des musulmans, ou encore comme un phénomène historique et global qui renvoie à la domination et à l'infériorisation de l'islam.

La troisième partie émet l'hypothèse que l'islamophobie est la conséquence de la construction, depuis les années 1980, d'un « problème musulman » en France, fabriqué essentiellement par les élites administratives, politiques, médiatiques et scientifiques. A. Hajjat et M. Mohammed tentent de comprendre pourquoi et comment le « problème musulman » fait à ce point consensus. Dans les années 1970, le débat portait essentiellement sur la maîtrise des flux migratoires et la promulgation des premières circulaires (Marcellin-Fontanet en 1972) qui durcissaient les conditions d'obtention de la carte de séjour par les travailleurs étrangers. La première politisation de l'islam remonte, selon les auteurs, au contexte des grèves ouvrières contre les licenciements dans l'industrie automobile (Citroën-Aulnay et Talbot-Poissy en 1982). C'est aussi à ce moment-là que des revendications d'ordre religieux (lieu de prière), soutenues par des syndicats, mais fortement critiquées par le patronat et les médias, ont fait leur apparition. Le débat se focalise du coup sur l'instrumentalisation des travailleurs immigrés par des mouvements intégristes, aggravé à la fin des années 1980 par « l'affaire du voile » de Creil et celle des « versets sataniques » de Salman Rushdie. Ainsi s'opère le glissement, à la fois sémantique et idéologique, de la question immigrée à la question musulmane. Les descendants d'immigrés, épargnés jusque-là, vont connaître à leur tour la stigmatisation et la suspicion, notamment lors de la réforme du code de la nationalité (Loi Pasqua de 1993), qui remet en cause le principe juridique du droit du sol et soumet l'obtention de la nationalité française, pour un mineur né en France de parents étrangers, à une déclaration préalable faite entre 16 et 21 ans. L'obtention de la nationalité à la majorité n'est donc plus automatique.

Au début des années 2000, la laïcité est redéfinie par certaines institutions, tel le Haut conseil à l'intégration, comme « l'opposition entre sphère privée/sphère publique » et correspond à « une reconfiguration entre le public et le privé par le refus de l'expression des signes religieux "ostensibles" dans l'espace public et par l'intrusion dans l'intimité privée pour mesurer le respect des valeurs républicaines » (p. 145).

La quatrième partie s'attarde sur la formation de « l'archive antimusulmane » dans la construction sociohistorique de l'islam comme figure dangereuse pour la pensée théologique et politique occidentale. Les préjugés et les représentations négatives de l'islam et des musulmans vont se renforcer quasiment jusqu'à la période de la Réforme et des Lumières. La montée en force de l'empire ottoman entre la fin du XIV^e siècle et le début du XIX^e siècle va modifier le regard des occidentaux sur le monde musulman au point où Martin Luther, dans sa lutte contre l'orthodoxie catholique, ira jusqu'à emprunter l'idée de « moralité » turque pour combattre « l'immoralité » catholique. Selon les auteurs, cette essentialisation de l'altérité musulmane va de pair avec la genèse d'une nouvelle discipline, l'orientalisme, dont la production de connaissances sur les sociétés orientales légitimera les conquêtes coloniales de l'occident. Après la Seconde Guerre mondiale et la période de décolonisation qui a suivi, les discours médiatiques sur l'islam et les musulmans « privilégient des représentations néo-orientalistes, caricaturales et stéréotypées » (p. 172). Les auteurs proposent une comparaison entre antisémitisme et islamophobie, tout en reconnaissant la difficulté de l'exercice : au-delà de leur différence, antisémitisme et islamophobie « sont construits de la même façon dans la mesure où il s'agit de deux discours essentialistes sur le judaïsme (et les Juifs) et sur l'islam (et les Musulmans) construits à partir d'une image menaçante » (p. 180).

Enfin, la dernière partie met en évidence les enjeux des mobilisations contre l'islamophobie. Depuis bien longtemps, la religion musulmane est frappée d'illégitimité et pèse sur elle une lourde suspicion d'intégrisme et d'extrémisme. Comme le notent à juste titre les auteurs (p. 204), cette logique de suspicion sert avant tout à disqualifier et à délégitimer toute forme de lutte contre l'islamophobie. Car reconnaître le bien-fondé de ce combat « reviendrait à reconnaître la légitimité de l'islam pratiqué », jugé infréquentable. Le traitement réservé à certains mouvements de lutte contre l'islamophobie est révélateur de ce climat où le soupçon d'intégrisme constitue une « arme redoutable » pour disqualifier et jeter l'opprobre sur les mouvements qui luttent contre l'islamophobie. De nouveaux clivages sont apparus dans le mouvement antiraciste, produisant des divisions internes sur divers sujets (le conflit israélo-palestinien, la lutte contre l'islamophobie, etc.) entre, d'un côté, la LDH et le MRAP et, de l'autre, SOS Racisme et la LICRA. Les divisions touchent également le mouvement féministe, fragmenté en trois tendances : l'une recentrée sur la question de la laïcité républicaine, l'autre sur l'héritage du féminisme historique et une dernière tendance qui essaie d'articuler passé colonial, racisme et islamophobie. Depuis 2003, une nouvelle vague de militants issus des minorités fait son apparition (la coordination contre le racisme et l'islamophobie, les indivisibles, les indigènes de la République, etc.). De nationalité française, souvent diplômés et ayant une expérience associative ou politique, ces militants tentent de « décommunautariser » les luttes liées aux musulmans et de renouveler ainsi les modes d'action et d'engagement.

L'ouvrage d'A. Hajjat et M. Mohammed remplit ainsi son ambition en présentant un bilan critique des recherches menées sur la question de l'islamophobie, si peu étudiée en France, et en analysant de manière rigoureuse et dans une perspective historique les discours et les débats autour du concept d'islamophobie. On peut toutefois regretter

que leur étude sociologique ait fait peu de place à la parole des acteurs (militants associatifs, Imams, responsables politiques, jeunes, etc.), qui brillent par leur absence. Les diverses sources statistiques mobilisées sont certes intéressantes, mais il manque cette dimension qualitative pour mieux saisir comment l'islamophobie est appré-

hendée, perçue et vécue par les différents acteurs. Cela n'enlève toutefois rien à l'intérêt de ce livre, qui s'adresse aussi bien au monde académique qu'aux acteurs du monde politique, médiatique et associatif.

Mohamed Madoui

CNAM – LISE-CNRS